RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de la transition écologique et de
la cohésion des territoires

Ministère de la transition énergétique

Secrétariat d'Etat chargé de la mer

Secrétariat général

Service du développement professionnel et
des conditions de travail

Sous-direction des politiques sociales, de la
prévention et de la protection sociale
complémentaire

Bureau des prestations d'action sociale

Note du 23 aout 2023

relative au prêt proposé aux agents dont les enfants poursuivent des études

NOR : TREK2320024N

(Texte non paru au journal officiel)

Le ministre de la Transition écologique et de la cohésion des territoires

La ministre de la Transition énergétique

Le secrétaire d'Etat auprès de la Première ministre, chargé de la Mer,

à

Pour attribution :

Préfets de région :

- Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL)
- Direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Ile-de-France (DRIEAT)
- Direction régionale et interdépartementale de l'hébergement et du logement d'Ile-de-France (DRIHL)
- Direction interdépartementale des routes (DIR)
- Direction interrégionale de la mer (DIRM)
- Direction de la mer et du littoral en Corse (DML)

Préfets de département :

- Direction départementale des territoires (DDT)
- Direction départementale des territoires et de la mer (DDTM)
- Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DEAL) : Guadeloupe, Martinique et la Réunion
- Direction de l'environnement, de l'aménagement, du logement et de la mer de Mayotte
- Direction générale des territoires et de la mer de Guyane
- Direction de la mer (DM) : Guadeloupe, Martinique, Sud océan Indien
- Direction des territoires, de l'alimentation et de la mer (DTAM) de Saint-Pierre et Miquelon

Services à compétence nationale (SCN) et établissements publics :

- Centre ministériel de valorisation des ressources humaines (CMVRH)
- Service technique des remontées mécaniques et des transports guidés (STRMTG)
- Centre d'études des tunnels (CETU)
- Armement des phares et balises (APB)
- Service central d'hydrométéorologie et d'appui à la prévision des inondations (SCHAPI)
- École nationale des travaux publics de l'État (ENTPE)
- École nationale de la sécurité et de l'administration de la mer (ENSAM)
- Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (CEREMA)
- Office français de la biodiversité (OFB)
- Voies navigables de France (VNF)

Administration centrale :

- Secrétariat général
- Direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature (DGALN)
- Direction générale de l'énergie et du climat (DGEC)
- Direction générale des infrastructures, des transports et des mobilités (DGITM)
- Direction générale de la prévention des Risques (DGPR)
- Direction générale des affaires maritimes, de la pêche et de l'aquaculture (DGAMPA)
- Commissariat général au développement durable (CGDD)

- Département de la coordination des ressources humaines de l'administration centrale et de gestion de proximité (SG/DRH/CRHAC)
- Sous-direction du pilotage et de la performance et de la synthèse (SG/DRH/PPS)
- Inspection générale de l'environnement et du développement durable (IGEDD)
- Conseillers technique de service social (CTSS)
- Assistants de service social (ASS)

Pour information :

- Membres du Comité central d'action sociale (CCAS)
- Présidents de Comités locaux d'action sociale (CLAS)

Résumé : Le prêt « études » à taux zéro est ouvert à l'ensemble des agents des services du pôle ministériel à compter du 1^{er} septembre 2023. Après une expérimentation dans trois régions pendant un an depuis juillet 2022, ce prêt est étendu à tout le territoire. Il succède au prêt « décohabitation » qui est supprimé.

Le montant maximum du prêt est de 3 000 €.

Catégorie : Mesure d'organisation des services retenue par les ministres pour la mise en œuvre des dispositions dont il s'agit	Domaine : action sociale
Type : Instruction du gouvernement Oui ☐ Non ☒	et /ou Instruction aux services déconcentrés Oui ☒ Non ☐
Mots clés (liste fermée) : action sociale	Autres mots clés (libres) : prêt études- enfants d'agents
Texte(s) de référence :	
Circulaire(s) abrogée(s) : Note du 11 mars 2021 relative au prêt proposé aux agents dont les enfants décohabitent pour suivre des études – NOR : TREK2100737N	
Date de mise en application : 1 ^{er} septembre 2023	
Opposabilité concomitante : Oui ☐ Non ☐ <i>La « circulaire » est rendue opposable à la date indiquée sur le BO du pôle ministériel à l'onglet Documents opposables.</i>	
Pièce(s) annexe(s) :2 - Annexe 1 : Plafonds du revenu fiscal de référence - Annexe 2 : Montants des mensualités	
N° d'homologation Cerfa : [...]	
Publication : Circulaires.gouv.fr ☐	Bulletin Officiel ☒

1 – CONTEXTE

Le prêt « études » à taux zéro est ouvert à l'ensemble des agents des services du pôle ministériel MTECT-TE-MER à compter de septembre 2023. Ce prêt se substitue au prêt « décohabitation » qui est donc supprimé.

Expérimenté dans un premier temps avec succès dans trois régions pendant un an à compter de juillet 2022, ce prêt est désormais généralisé à compter de la rentrée 2023 et remplace le prêt « décohabitation ».

Dans ce nouveau cadre, est supprimée la condition antérieurement exigée dans le prêt « décohabitation » relative au départ de l'enfant du domicile familial pour suivre des études.

Par ailleurs, le prêt « études » est étendu aux enfants scolarisés dans l'enseignement secondaire, à partir de l'âge de 16 ans, et non plus seulement aux étudiants et apprentis à partir de l'âge de 18 ans.

Le montant maximum du prêt est de 3 000 €.

La note du 11 mars 2021 relative au prêt proposé aux agents dont les enfants décohabitent pour suivre des études – NOR : TREK2100737N – est abrogée et remplacée par la présente note actant la création du prêt « études » qui succède au prêt « décohabitation », en élargissant le champ des bénéficiaires potentiels.

2 – BÉNÉFICIAIRES

Ce prêt, délivré par le Comité d'Aide Sociale (CAS), est ouvert aux agents actifs, aux retraités, et à leurs ayants droit.

Ce prêt est ouvert :

- aux agents titulaires et stagiaires des ministères de la transition écologique et de la cohésion des territoires, de la transition énergétique et du secrétariat d'Etat chargé de la mer (MTECT-MTE-MER), ainsi qu'aux OPA rémunérés par ces ministères et aux personnels de droit public des établissements publics ayant signé des conventions avec le CAS ;
- aux agents contractuels, titulaires d'un contrat de travail de droit public d'une durée minimum d'un an, dont ceux rémunérés sur des crédits de vacation ;
- aux agents retraités des MTECT-MTE-MER et aux personnels de droit public retraités des établissements publics ayant signé des conventions avec le CAS ;
- aux ayants droit des agents précités: veuves et veufs.

Peuvent également en bénéficier les orphelins, en qualité d'ayants droit des agents précités, dans le cadre de leurs études.

Ne peuvent pas en bénéficier :

- les fonctionnaires des MTECT-MTE-MER en position de détachement sortant ou en position normale d'activité sortants,
- les contractuels autres que ceux énumérés ci-dessus.

3 – OBJET DU PRET

Ce prêt est destiné à aider au financement par les familles du coût des études poursuivies par leur(s) enfant(s) (y compris en apprentissage ou en alternance).

Ce prêt est ouvert par foyer fiscal pour l'(les) enfant(s) qui poursuit(vent) des études, sous réserve de respecter l'ensemble des conditions requises.

4 – CONDITIONS GENERALES D'ATTRIBUTION

Les dispositions du prêt sont applicables à compter du 1^{er} septembre 2023 :

a) Les modalités d'attribution

Les bénéficiaires actuels et futurs d'un prêt en cours, peuvent souscrire un second prêt sans attendre la fin du remboursement du premier, à condition que le remboursement du premier prêt n'ait pas fait l'objet d'incident particulier.

Les bénéficiaires qui remplissent les conditions de ressources requises peuvent prétendre à un prêt pour leur(s) enfant(s) âgé(s) de 16 ans à moins de 26 ans au 1^{er} septembre de l'année scolaire concernée.

Cet (ces) enfant(s) est (sont) en règle générale fiscalement à charge de l'agent concerné par le prêt dont il est question.

Si l' (les) enfant(s) est (sont) détaché(s) fiscalement du foyer, il(s) doit(vent) percevoir une pension de l'agent concerné par le prêt.

Chaque foyer fiscal peut souscrire un prêt par enfant et par année scolaire dans les limites du taux d'endettement autorisé fixé à 33 %.

Le(s) agent(s) ayant la charge effective et réelle d'un ou de plusieurs petits-enfants, peuvent prétendre à un prêt pour leur(s) petit(s)-enfant(s) qui poursuivent des études.

La demande doit être présentée auprès de l'assistant de service social (ASS). Il est fortement recommandé de présenter cette demande au cours du premier trimestre de la scolarité effective au titre de laquelle l'agent peut y prétendre.

Les agents peuvent déposer dès août 2023 leur dossier de demande de prêt.

Dans tous les cas, l'agent fournira à l'appui de sa demande les justificatifs requis.

b) Les plafonds de ressources

L'obtention du prêt pour les agents en activité ainsi que pour les retraités est soumise à une condition de ressources, en fonction des plafonds mentionnés en annexe 1, à l'exception des foyers ayant à charge au moins une personne handicapée.

Pour le calcul de ces plafonds, dans le cas où l'enfant n'est pas fiscalement à charge de ses parents (ou grands-parents), les revenus fiscaux de l'enfant et de ses parents (ou grands-parents) seront additionnés.

En cas de diminution ou de perte de ressources, il en sera tenu compte dans le niveau des ressources retenu. Cette situation devra être justifiée (exemple : production des trois derniers bulletins de salaire ou tout autre justificatif).

c) Pouvoir d'appréciation du président du CAS :

Le président du CAS peut refuser un prêt en fonction des capacités de remboursement des agents et, en particulier, si la moyenne économique journalière est inférieure à 5 euros par personne.

d) Cumul avec d'autres prêts

Le prêt est cumulable sous certaines conditions avec d'autres prêts consentis par le CAS, à condition qu'il n'y ait pas eu d'incident de paiement pendant les six derniers mois, ou par tout autre organisme.

Par ailleurs, la demande d'attribution ne sera pas acceptée dès lors que le montant de la charge de remboursement, pour l'agent, de tous les emprunts contractés conduit à un taux d'endettement supérieur à 33 % de ses revenus.

Pour calculer le taux d'endettement, sont pris en compte les revenus imposables (avec prestations familiales) de l'emprunteur. Lesdites ressources peuvent être actualisées lors du dépôt de la demande, et le cas échéant, sont augmentées ou diminuées des autres revenus (fonciers, pensions, etc.).

Revenus et charges sont appréciés à la date du versement de la première mensualité de remboursement du prêt, sur la base des éléments connus et justifiés au moment du dépôt de la demande.

e) Offre préalable de prêt

Après acceptation de sa demande et avant le versement des fonds, l'emprunteur doit remplir l'offre préalable de prêt qui lui est envoyée par le CAS.

Il dispose d'un délai de rétractation de 14 jours prévu par l'article L.312-19 du code de la consommation.

5 – CARACTERISTIQUES DU PRET

a) Montant et frais de dossier

Selon le choix de l'agent, la demande de prêt est d'un montant maximum de 3 000 €.

Le prêt est accordé sans intérêt. Les frais de gestion par dossier à charge de l'agent s'élèvent à 15 €.

b) Modalités de versement

La somme est versée en une seule fois par virement sur le compte du bénéficiaire. Un délai de quelques jours est à prévoir entre la date d'émission de l'ordre de virement et la date de valeur portée au crédit du compte.

c) Remboursement du prêt

Le prêt est remboursable en trente-six mensualités constantes maximum, dont le montant est fonction du capital emprunté (**cf. annexe 2**). L'emprunteur peut rembourser par anticipation tout ou partie de son prêt sans pénalité. En pareil cas, l'agent est invité à prendre contact avec les services du CAS, et également en cas de difficultés particulières de remboursement du prêt, pour bénéficier d'allègements ou de reports des mensualités dues.

La première mensualité ainsi que les frais de dossier sont dus le deuxième mois qui suit le versement des fonds.

Les mensualités sont prélevées sur le compte bancaire ou postal de l'agent. Le CAS envoie à l'agent un mandat de prélèvement et une reconnaissance de dette à retourner signés au CAS par messagerie à destination de la gestionnaire des prêts.

Il est important de rappeler que l'attribution d'un prêt est assortie d'une obligation à le rembourser par son bénéficiaire.

- En cas de changement de domicile, de mariage ou de divorce, l'agent doit impérativement communiquer au CAS, le justificatif de sa nouvelle adresse et/ou de sa nouvelle identité.
- En cas de changement de compte bancaire ou postal, l'agent signale le changement au CAS qui envoie ensuite à l'agent un mandat de prélèvement et une reconnaissance de dette à retourner signés au CAS.
- Dans le cas où l'agent bénéficiaire de ce prêt serait amené à quitter le ministère (retraite, détachement, mobilité externe, fin de contrat...), il doit impérativement en informer le CAS, préciser ses coordonnées administratives et confirmer ses coordonnées personnelles.

d) Exigibilité

En cas d'arriérés impayés non régularisés dans les trois mois, le CAS sera en droit d'exiger de l'emprunteur le remboursement de la totalité du prêt contracté.

En cas de difficultés de remboursement, l'agent doit prévenir le CAS, avant le 20 du mois en cours, pour prendre toutes les dispositions afin d'éviter les procédures contentieuses.

6 – PIECES A JOINDRE

Vérification du statut du demandeur, produire selon les cas :

- agents fonctionnaires, stagiaires et OPA titulaires ou mis à disposition, agents publics des établissements publics ayant signé des conventions avec le CAS : le dernier bulletin de paye,
- agents contractuels des MTECT-MTE-MER titulaires d'un contrat de travail de droit public d'une durée minimum d'un an : le dernier bulletin de paye et le contrat de travail,
- pour les agents retraités : l'arrêté de mise à la retraite et le titre de pension,
- pour les ayants droit (veufs, veuves, orphelins) : le titre de pension

Vérification du niveau des ressources :

- produire le dernier avis d'imposition ou de non-imposition sur les revenus du foyer fiscal,
- si l'(les) enfant(s) est (sont) détaché(s) fiscalement du foyer de l'agent concerné par le prêt, les justificatifs à fournir seront les avis d'imposition relatifs à l'année n -1 des parents (ou des grands-parents) et de(des) l'enfant(s).

Vérification de la situation de l'enfant :

- produire un certificat d'inscription en établissement d'enseignement secondaire, école supérieure, faculté, établissement professionnel ou spécialisé pour enfants en situation de handicap, contrat d'apprentissage ou d'alternance, et/ou l'attestation du règlement des frais d'inscription et/ou certificat de scolarité

Vérification de la prise en charge du(des) petit(s)-enfant(s) par l'agent :

- si l'agent a la charge effective et réelle d'un ou plusieurs petits-enfants, le justificatif à fournir sera le document officiel faisant apparaître cette situation, ou à défaut une attestation sur l'honneur.

Versement du prêt : produire dans tous les cas :

- un relevé d'identité bancaire (RIB) courant au nom du bénéficiaire pour le versement et les prélèvements liés au prêt (compte épargne exclu)
- un mandat de prélèvement SEPA.

La présente note sera publiée au Bulletin officiel du ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires.

Le 23 aout 2023

Pour les ministres et par délégation,
le directeur des ressources humaines

Jacques CLÉMENT

ANNEXE I**PLAFONDS DU REVENU FISCAL ANNUEL DE REFERENCE, EN EUROS**

CATEGORIE DE FOYER	HORS ILE- DE-FRANCE DROM-COM	ILE-DE- FRANCE	DROM- COM
Couple (ou personne seule) avec une personne à charge	58 611	64 281	73 263
Couple (ou personne seule) avec deux personnes à charge	69 953	75 625	87 441
Couple (ou personne seule) avec trois personnes à charge	83 195	90 750	103 994
Couple (ou personne seule) avec quatre personnes à charge	94 537	102 093	118 171
Par personne à charge supplémentaire	10 392	11 341	12 997

ANNEXE II

À titre indicatif :

MONTANTS DES MENSUALITES EN EUROS

MONTANT DU PRET	12 mois	18 mois	24 mois	30 mois	36 mois
600	50,00	33,00			
800	66,00	44,00	33,00		
1 000	83,00	55,00	41,00	33,00	
1 500	125,00	83,00	62,00	50,00	41,00
2 000	166,66	111,11	83,33	66,66	55,55
2 500	208,33	138,88	104,16	83,33	69,44
3 000	250	166,66	125,00	100,00	83,33